



Élection fédérale 2011

ENVIRONNEMENT

Depuis leur arrivée au gouvernement, les conservateurs de Harper ont systématiquement fait de l'environnement une priorité extrêmement basse. Le ministère de l'Environnement s'est illustré par son va-et-vient : quatre ministres en cinq ans, qui n'ont d'ailleurs joué qu'un rôle de figurant. Le gouvernement Harper a sans arrêt sapé les initiatives d'assainissement de l'environnement au Canada, en appliquant un raisonnement passéiste selon lequel quand on s'occupe d'environnement, on nuit à l'économie.

Ce qu'ont fait les conservateurs

Depuis leur accession au pouvoir, les conservateurs de Harper ont fait un travail médiocre en matière d'environnement :

- ils ont fait du Canada un cancre aux yeux des autres pays, en s'opposant à des mesures ambitieuses de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) pour atténuer les effets des changements climatiques. Ils ont fait de l'obstruction lors des négociations des Nations Unies sur les changements climatiques tout en clamant ici-même que le Canada était dans l'impossibilité de respecter ses engagements internationaux;
- ils ont fait dégringoler la performance environnementale du Canada parmi les

plus faibles de la planète. L'indice 2011 de performance en matière de lutte contre les changements climatiques classe le Canada au 57^e rang des 60 pays évalués, bien loin derrière d'autres pays du G8, dont le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne, qui sont tous parmi les dix premiers;

- ils ont octroyé aux compagnies gazières et pétrolières des baisses d'impôt et des subventions indécentes de 1,3 milliards de dollars, (840 millions en exemptions fiscales), malgré les sondages qui indiquent que sept Canadiens sur dix veulent la fin de ces subventions. De telles subventions favorisent une industrie qui non seulement accroît les émissions de GES du Canada, mais contamine l'air, l'eau et le sol des collectivités et détruit les écosystèmes;
- ils ont financé de fausses solutions pour contrer les changements climatiques, comme le captage et le stockage du carbone, qui ne contribuent aucunement à réduire la dépendance du Canada envers les énergies fossiles;
- en refusant d'investir dans une économie verte, ils ont perdu l'occasion de soutenir des secteurs créateurs d'emploi comme la production d'énergies renouvelables et les transports en commun;

- ils ont sabré dans le budget d'Environnement Canada, au point que les sommes consacrées par le gouvernement fédéral aux programmes de la Défense nationale sont vingt fois plus élevées que celles des programmes pour l'environnement. Le gouvernement des États-Unis dépense plus que le Canada, per capita, dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les transports en commun (un ratio de 8 pour 1).

Les faits

Le Canada et les autres pays du monde sont à la croisée des chemins. Des gouvernements progressistes vont de l'avant en investissant dans une nouvelle économie verte pour réduire les émissions de GES responsables des changements climatiques. D'autres gouvernements, plus rétrogrades, s'accrochent à des sources d'énergie dépassées, polluantes et désastreuses pour l'environnement.

Un rapport récent d'Environnement Canada indique qu'en 2020, le Canada, parce qu'il n'a mis en place aucune stratégie d'atténuation des changements climatiques, aura augmenté ses émissions de 29 pour cent plutôt que de les réduire de 17 pour cent comme il s'y est engagé en vertu de l'Accord de Copenhague. Le Canada n'a encore établi aucune réglementation pour limiter les émissions de gaz à effet de serre générées par la pollution industrielle, malgré les preuves scientifiques irréfutables de l'urgence d'agir pour stabiliser le climat et éviter les désastres environnementaux.

De meilleurs choix

La protection de l'environnement est cruciale pour la santé et la prospérité des Canadiens. Nous ne pouvons pas nous permettre de détériorer notre air, notre eau et nos sols. Notre économie et notre niveau de vie dépendent de notre environnement et de nos ressources. Le Canada a besoin d'un gouvernement fédéral éclairé qui opérera la transition vers une société plus verte et plus viable. Notre prochain gouvernement fédéral devra financer et implanter un programme d'ensemble cohérent pour assainir l'environnement :

- lancer un plan ambitieux de réduction des GES, incluant une fixation du prix du carbone, par exemple une taxe sur le carbone assortie de mesures de protection pour les Canadiens moins favorisés. Les actions vigoureuses de lutte contre les changements climatiques au Canada devront être encadrées par des programmes de transition équitable, afin de nuire le moins possible aux collectivités et aux travailleurs qu'elles concerneront;
- remettre intégralement en vigueur et développer le programme Éco-Énergie, avec une stratégie nationale de rénovation verte des habitations;
- investir dans les énergies renouvelables, pour mettre le Canada sur la voie des énergies propres tout en créant de nouveaux emplois. Le Canada est le champion des retardataires dans la marche vers les énergies renouvelables. Il n'arrive pas à la cheville de la Chine et des États-Unis, qui font des pas de géant dans le solaire et l'éolien;

- continuer à s'attaquer à la crise de l'emploi au Canada, par une politique publique d'emplois verts dans les transports en commun, les infrastructures municipales, la rénovation des bâtiments, l'économie d'énergie, la production d'énergies renouvelables et dans tous les secteurs qui favorisent la création d'emplois et assainissent l'environnement;
- appuyer la lutte des pays en développement contre les changements climatiques par un financement de 400 millions de dollars (sous forme de don plutôt que de prêt) tel que le précise l'engagement du Canada dans l'Accord de Copenhague, en ciblant autant l'adaptation aux changements climatiques que la réduction des émissions;
- protéger les nappes phréatiques, en instaurant un moratoire sur la fracturation hydraulique pour le forage du gaz naturel (les gaz de shale) tant que ses impacts environnementaux n'auront pas été évalués;
- rétablir et augmenter le budget d'Environnement Canada;
- éliminer les subventions et les baisses d'impôt aux compagnies gazières et pétrolières dont le montant servira à financer la production d'énergies renouvelables et à concrétiser d'autres objectifs de protection de l'environnement.